

# Karabakh, le grand retour...

L'agression militaire de l'Arménie, entreprise avant même l'effondrement de l'URSS, a débouché en 1993 sur l'occupation non seulement de l'ancienne région autonome du Haut-Karabakh, mais aussi de sept régions administratives adjacentes, soit près de 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan. En mai 1994, un armistice est signé entre les parties et un long processus de négociations s'est engagé sous les bons offices des États-Unis, de la Russie et de la France. Au début de l'année 2020, les négociations sont dans l'impasse, et en même temps, les provocations armées de l'Arménie sur la ligne de démarcation sont de plus en plus fréquentes. Fin septembre, une ultime provocation de l'Arménie met le feu aux poudres et déclenche la deuxième guerre du Karabakh. Le 10 novembre, alors que la plupart des terres occupées sont dorénavant libérées, une déclaration conjointe des dirigeants azerbaïdjanais, arménien et russe met fin aux hostilités et augure une série de mesures visant à établir une paix durable dans la région.

En dépit de sa défaite militaire, l'Arménie continue de se livrer à des actions armées régulières, à la frontière comme au Karabakh. Il semblerait qu'un tel comportement soit en contradiction avec les intérêts propres de l'Arménie, qui a désespérément besoin d'une pacification et d'une intégration régionale pour sortir de la profonde crise socio-économique et politique dans laquelle elle s'est enlisée. L'article du politologue russe Oleg Kuznetsov, proposé dans ce numéro, avance la thèse selon laquelle la politique agressive de l'Arménie à l'encontre de l'Azerbaïdjan est dictée par les documents juridiques constitutifs de l'État arménien, notamment celui adopté en 1989, sur la réunification de l'Arménie et du Haut-Karabakh. Kuznetsov conclut qu'une telle politique se poursuivra jusqu'à ce que les fondements constitutionnels et juridiques de l'Arménie moderne soient révisés.

À la suite de la deuxième guerre du Karabakh, la ville de Choucha, ancienne capitale du khanat du Karabakh et l'un des centres culturels légendaires d'Azerbaïdjan, a été libérée. En mai 2021, elle a été déclarée capitale culturelle de la nation par arrêté du président de la République. La place de Choucha et du Karabakh dans l'histoire de la culture azerbaïdjanaise, relative à l'art musical entre autres, est décrite en détail dans l'article du ministre de la Culture, M. Anar Kerimov.

Ce numéro livre également un bref aperçu sur l'origine et l'histoire du christianisme au Karabakh, et plus généralement, en Azerbaïdjan. S'appuyant sur une documentation scientifique et historique, l'article souligne le rôle essentiel de l'Église apostolique albanaise dans l'histoire du Karabakh. Il met en lumière la longue discorde entre l'Église albanaise et l'Église grégorienne arménienne, aboutissant (au début du XIXe siècle après l'annexion du Caucase du Sud à l'Empire russe) à sa subordination à cette dernière, puis à sa liquidation !

Par ailleurs, nous célébrons cette année le 880e anniversaire de l'illustre poète et penseur azerbaïdjanais, Nizami Gandjavi, grand classique de la littérature orientale. À cet égard, en Azerbaïdjan, l'année 2021 a été officiellement déclarée « Année de Nizami ». Un article est consacré à cet événement et relate l'histoire du poème « Leyli et Majnun », un chef-d'œuvre notoire de Nizami.

Parmi d'autres papiers de ce numéro, l'analyse des opérations et procédures en cours au Karabakh et aux alentours, depuis la libération de la région de l'occupation arménienne, vient compléter ce panorama global marquant *le grand retour du Karabakh*.

**Bienvenue au Karabakh et bonne lecture...**

**Musa MARDJANLI,**  
Rédacteur en chef